



Réunion Accord Indemnités de Transports

11 juin 2024

Suite à l'envoi de courriers aux salariés concernant les indemnités de transports, les organisations syndicales ont été convoquées ce jour par la Direction des Ressources Humaines à ce sujet.

La Direction des Ressources Humaines a dit s'être basée sur l'accord de 2005 et la liste des communes en annexe, remise à jour en 2017 **sans signature d'un avenant**, pour envoyer ces 160 courriers, dont 50 en lien avec la ligne de bus de Diou qui n'ont pas lieu d'être puisque la ligne a été supprimée.

La Direction a rappelé les règles, à savoir que les salariés perçoivent une indemnité dès lors que leur commune (hors Bourbon-Lancy) n'est desservie par aucune ligne de bus, que leurs horaires ne leur permettent pas de bénéficier du moyen de transport rattaché à leur adresse (postes inversés, horaires variables, heures supplémentaires...) ou que l'arrêt de bus de la ligne existante n'est pas à proximité du domicile.

Le SNI-UNSA a demandé :

- **de définir la notion de proximité entre le domicile et l'arrêt de bus existant (non précisé à l'heure actuelle)**
- **d'indiquer l'arrêt de bus concerné en cas de rattachement de la commune à une ligne de bus**
- **de préciser pourquoi sur la liste actuelle certaines communes sont "rattachées" à d'autres communes.**

La Direction des Ressources Humaines enverra la dernière liste à jour aux organisations syndicales pour vérification, puis une nouvelle réunion sera organisée pour définir la notion de proximité, avant d'établir un avenant à l'accord avec ces réactualisations.

Par ailleurs, le SNI-UNSA a évoqué les problématiques de stationnement des voitures des salariés aux arrêts de bus ainsi que le nombre de places disponibles dans les bus.